

# SYNTHÈSE

Il y a un an, le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUM) publiait la présentation synthétisée d'un processus de consultation sur le monde que les citoyens appellent de leurs vœux. Intitulé « *Un million de voix* », ce rapport rendait compte des résultats de près de 100 dialogues nationaux sur l'après-2015, de 11 consultations thématiques et d'une dynamique discussion et enquête en ligne : MY World.

Le présent rapport constitue le prolongement du rapport intitulé « *Un million de voix* », et examine plus en détail les facteurs qui, dans chaque pays, faciliteront ou au contraire entraveront la mise en œuvre du nouveau programme. Quand les négociateurs font référence aux « moyens de mise en œuvre », ils désignent souvent un ensemble de facteurs économiques, notamment la disponibilité de financements et de technologies, ainsi qu'un cadre d'action publique propice aux flux commerciaux et migratoires internationaux.

Ces facteurs mondiaux essentiels peuvent soutenir le processus complexe du développement ou, par leur absence, le compromettre. De même, une multitude de facteurs locaux et nationaux, dont les capacités et les institutions, façonnent ou influencent les résultats du développement. Nombre de ces facteurs ont été mentionnés directement par les citoyens dans les consultations menées à ce jour, et le GNUM a lui aussi estimé qu'il fallait continuer d'explorer ces thématiques.

Au cours des douze prochains mois, lorsque les gouvernements se réuniront à New York pour tenter de s'entendre sur



Enfants montrant le panneau itinérant d'information sur les événements « Post-2015 », Zambie (Photo: VNU Zambie)

un nouveau programme mondial, ils devront garder à l'esprit l'un des principaux enseignements tirés des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) : l'importance du contexte national et local. Le Dialogue sur l'**adaptation du programme au contexte local** a mis en évidence le rôle crucial des autorités locales, la diversité des parties prenantes locales et leurs interactions, et la nécessité d'investir dans les capacités et les ressources au niveau local pour l'appropriation, la mise en œuvre, le suivi et la responsabilisation.

Le Dialogue sur les **capacités et institutions** a également souligné l'importance

des acteurs nationaux en montrant qu'un programme transformateur nécessite une transformation des institutions. Pour optimiser la mise en œuvre du nouveau programme, il est nécessaire de prendre en compte toute la diversité des parties prenantes (pouvoirs publics, société civile, entreprises, etc.), en adaptant les politiques et les actions à chaque contexte national. Les processus destinés à renforcer les capacités doivent être en phase avec les plans de développement nationaux, et il faut s'attacher à mesurer concrètement les progrès en mettant à profit les nouvelles sources de données et les nouvelles méthodes de mesure.

En faisant de la participation l'un des grands principes du nouveau programme, on pourra définir des approches reposant sur les droits de l'homme, mais aussi améliorer la qualité des politiques au fil du temps, ce qui renforcera la mise en œuvre. Les investissements dans la collecte de statistiques, les progrès de la technologie et les nouvelles formes de données (les « *big data* ») peuvent permettre de renforcer le **suivi participatif et la responsabilisation**. Mais il faut que ces mécanismes s'appuient sur les initiatives existantes et qu'ils partent de la base.

La **culture** joue un rôle important dans la lutte contre la pauvreté et dans les efforts de développement durable. Formant un secteur économique résilient à part entière, la culture et les activités connexes offrent une myriade d'opportunités de revenus et d'emplois. Le secteur de la culture ainsi que les valeurs culturelles et les approches prenant en compte la culture peuvent contribuer à l'amélioration des résultats sur le plan de l'éducation, de l'égalité des sexes,

de l'autonomisation des femmes et des filles, de l'environnement et de l'urbanisation durables et du relèvement d'une société après une période d'instabilité ou un conflit.

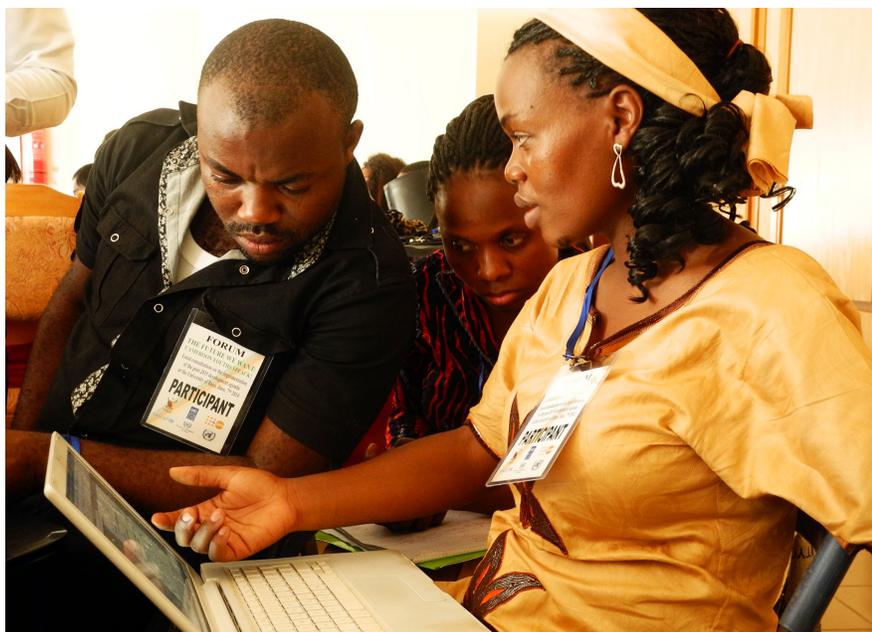
Le **secteur privé** jouera un rôle clé dans l'adoption et la mise en œuvre du nouveau programme de développement. Au-delà de la question du financement, l'éradication de la pauvreté et le développement durable passeront par un changement au niveau des entreprises. Les politiques publiques peuvent renforcer les pratiques des entreprises progressistes qui se préoccupent de leur impact social et environnemental, ainsi que les résultats de ces entreprises, et un suivi transparent peut faire naître la confiance et accroître la responsabilisation. L'adaptation du programme au contexte local sera essentielle pour les petites et moyennes entreprises (PME).

Par sa diversité, la **société civile** peut elle aussi jouer un rôle fondamental dans la mise en œuvre du nouveau programme de développement. À cette fin, il est

nécessaire de bien comprendre le rôle qu'elle peut tenir dans l'élaboration des politiques. Si l'on veut maximiser ce potentiel, il faut créer un environnement favorable, notamment *via* la législation. L'alignement des priorités des différentes parties prenantes requiert des efforts et un climat de confiance, mais il en résultera des politiques et des programmes plus efficaces. Il faut en outre renforcer les mécanismes permettant de rendre des comptes, y compris dans le secteur privé, afin de mesurer globalement les efforts de mise en œuvre. Des partenariats transsectoriels et l'élargissement des opportunités d'engagement des citoyens sont également nécessaires pour maximiser les effets de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD).

Le message central de tous ces Dialogues est que les moyens de mise en œuvre moins quantifiables nécessiteront aussi d'investir suffisamment pour que le nouveau programme de développement pour l'après-2015 puisse réellement changer la vie des gens. Quel que soit leur thème, toutes les discussions ont souligné l'importance de plusieurs grands principes : la participation, l'inclusion et la nécessité d'un renforcement des capacités et des partenariats.

Seul un programme axé sur l'efficacité de la mise en œuvre, notamment *via* tous ces aspects, répondra aux aspirations et aux espoirs des millions d'individus qui, à travers le monde, ont guidé les gouvernements dans l'élaboration de ce nouveau programme : l'avenir auquel ils aspirent.



Participants discutant à Buéa, Cameroun (Photo: PNUD Cameroun)